



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche
20220208-DEC-DACA0112

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant autorisation d'exploiter
une installation classée pour la protection de l'environnement
Société DELMONICO DOREL CARRIERES sur la Commune D'ALBON

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-1 et L. 511-1 ;

VU le Code minier et notamment l'article L. 311-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'Annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées

VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 30 décembre 2020 ;

VU le schéma régional des carrières, approuvé par le 08 décembre 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n°08-3217 du 24 juillet 2008 autorisant la société SAS DELMONICO DOREL à exploiter une carrière de sables et graviers pour une durée de 30 ans sur le territoire de la commune d'Albon ;

VU le procès verbal de recollement du 10 septembre 2019 concernant la parcelle ZA385 pour partie ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2020 portant modification des conditions de remise en état d'exploitation de la carrière susvisée, délivré à la société DELMONICO DOREL CARRIERES ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2021 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière susvisée, délivré à la société DELMONICO DOREL CARRIERES

VU la demande de modification et d'extension enregistrée sous le n°2021 4201 déposée complète le 22 novembre 2021 par la société DELMONICO DOREL CARRIERES et publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme ;

VU la décision préfectorale du 23 décembre 2021, indiquant que la demande n°2021 4201 n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 17 mars 2022 ;

VU le projet d'arrêté porté le 14 mars 2022 par courriel à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations présentée par le demandeur par courriel en date du 14 mars 2022;

CONSIDÉRANT que la carrière actuelle s'étend sur environ 66 ha ;

CONSIDÉRANT que l'extension consiste à intégrer la parcelle ZA 490 d'une surface de 2 705 m² ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y aura aucune extraction sur cette parcelle ;

CONSIDÉRANT que cette extension permettra l'installation d'une ou deux centrales mobiles d'enrobage de matériaux routiers à chaud ;

CONSIDÉRANT que ces installations seront également implantées sur une partie servant actuellement de plateforme de recyclage.

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne demande pas d'aménagement aux prescriptions générales des arrêtés ministériels relatifs au la rubrique 2521, 4718 et 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les parcelles concernées par les modifications des conditions d'exploitation et l'extension ont déjà un caractère industriel ;

CONSIDÉRANT que les activités d'enrobage de matériaux routiers à chaud s'inscrivent dans les aménagements, ouvrages, constructions et installations y compris classées nécessaires aux activités de carrières et aux activités autoroutières et sont admises par le PLUi.

CONSIDÉRANT que les mesures environnementales de suivi mises en place dans le cadre de l'exploitation de la carrière seront appliquées à l'extension ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

TITRE I – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

la société DELMONICO DOREL Carrières, dont le siège social est situé RD132 – La Ravicole – 26 140 ANDANCETTE, est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers ainsi que les installations annexes désignées ci-après, sur le territoire de la commune d'ALBON au lieu-dit « Le creux de la Thine » et « vermenas ».

Désignation ICPE	Volume	Rubrique	Classement
Exploitation de carrières.	Superficie totale : 662 058 m ² Superficie exploitable 610 367 m ² Rythme maximal d'exploitation : 600 000 t/an Durée : 30 ans (fin au 24 juillet 2038) hauteur maximale de banc exploitable : 33 m dont 10 m en eau Cote limite en profondeur : 122 m NGF	2510-1	A
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	Puissance installée : 1 600 kW	2515-1a	E

Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.	Superficie de l'aire de transit de la carrière : 40 000 m ² environ Superficie de l'aire de transit de la plateforme d'enrobage : 20 000 m ² Superficie totale : 60 000 m ²	2517-1	E
Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud	1 à 2 centrales d'enrobage mobiles à chaud fonctionnant au fioul lourd ou au GPL. Production horaire cumulée de 800 t/h maximum	2521	E
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses.	Dépôt de bitume : 2 à 3 compartiments par centrale. Quantité totale : 480 tonnes	4801	D
Installation de combustion Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	Pour chaque centrale : 3 groupes électrogènes de puissance de 1100, 165 et 22 kW, soit 1 287 kW Puissance totale : 2,58 MW	2910-A2	DC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné.	Stockage maximum de GPL : 10 cuves de 3,2 tonnes = 32 tonnes	4718-2b	DC
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie	Surface d'atelier : 160 m ²	2930-1	NC
stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.	Quantité max stockée : 40 m ³ de gazole, soit environ 33 t Centrales d'enrobage (pour chaque centrale): - stockage de fioul lourd TBTS : 60 m ³ (60 t) - stockage de FOD/GNR : 2X6 m ³ (10,4 t) + station de distribution : 2 m ³ (1,8 t) Quantité totale stockée : 177 tonnes	4734-2	NC
Stations-service installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Volume annuel maximum distribué < 500 m ³	1435	NC
Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables filérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents.	Stockage de filer : Sur chaque centrale : 1 silo de 50 à 75m ³	2516	NC

Désignation IOTA	Volume	Rubrique	Classement
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.	Volume total prélevé entre 10 000 m ³ et 200 000 m ³ par an	1.1.2.0	D
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure ou égale à 20 ha	environ 66ha	2.1.5.0	A
Plans d'eau, permanents ou non, dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha		3.2.3.0	A

A(autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non classée)

L'autorisation est accordée aux conditions des dossiers de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Lieux-dits	Numéro de parcelle	Superficie Totale (m ²)	Superficie autorisée (m ²)	Surface exploitable (m ²)
Vermentas Le creux de la Thine	ZA 114	10940	10940	8798
	ZA 115	13500	13500	13500
	ZA 116	15330	15330	12379
	ZA 117	8390	8390	6744
	ZA 127	1210	1210	1128
	ZA 227	3040	3040	0
	ZA 349	438	438	406
	ZA 458	34430	34430	32940
	ZA 459	540	540	540
	ZA 460	1341	1341	1341

	ZA 462	160	160	160
	ZA 463	5987	5987	5987
	ZA 464	393	393	393
	ZA 465	25985	25985	25985
	ZA 466	601	601	601
	ZA 490	4588	2705	0
	ZA 467	20	20	20
	ZA 500	17500	17500	14717
	ZE 19	3600	3600	3297
	ZE 20	1100	1100	1048
	ZE 21	8660	8660	7857
	ZE 22	3940	3940	3623
	ZE 23	2960	2960	2789
	ZE 24	3250	3250	2998
	ZE 25	14260	14260	14260
	ZE 26	14340	14340	12118
	ZE 28	6880	6880	6880
	ZE 29	3050	3050	3050
	ZE 30	11840	11840	11840
	ZE 31	5640	5640	5640
	ZE 32	3880	3880	3880
	ZE 33	3600	3600	3600
	ZE 34	7030	7030	7030
	ZE 35	2060	2060	2060
	ZE 36	16990	16990	16990
	ZE 37	13140	13140	13140
	ZE 38	8460	8460	8460
	ZE 39	10560	10560	10560
	ZE 40	5350	5350	3546
	ZE 41	4320	4320	4239
	ZE 42	5210	5210	4891
	ZE 43	30760	30760	29737
	ZE 44	10080	10080	9667
	ZE 45	7260	7260	6939

	ZE 46	24060	24060	23265
	ZE 47	12100	12100	11669
	ZE 66	3525	3525	3525
	ZE 67	3525	3525	3525
	ZE 95	4117	4117	2593
	ZE 97	7136	7136	6588
	ZE 99	2656	2656	2496
	ZE 100	13053	13053	12454
	ZE 101	7	7	7
	ZE 102	257	257	257
	ZE 103	12	12	0
	ZE 104	5291	5291	5291
	ZE 105	14138	14138	14138
	ZE 106	4077	4077	4077
	ZE 107	6835	6835	6835
	ZE 108	10085	10085	8648
	ZE 109	784	784	784
	ZE 110	1711	1711	1711
	ZE 111	11431	11431	10852
	ZE 112	867	867	867
	ZE 113	1962	1962	1962
	ZE 114	7310	7310	6944
	ZE 115	537	537	537
	ZE 116	1233	1233	1233
	ZE 117	14760	14760	14760
	ZE 118	1054	1054	1054
	ZE 119	2306	2306	2306
	ZE 120	17904	17904	17096
	ZE 121	1204	1204	1204
	ZE 122	2502	2502	2502
	ZE 123	25419	25419	24365
	ZE 124	1547	1547	1547
	ZE 125	2984	2984	2984
	ZE 126	6455	6455	6204

	ZE 127	367	367	367
	ZE 128	608	608	608
	ZE 129	16587	16587	15994
	ZE 130	887	887	887
	ZE 131	1076	1076	1076
	ZE 132	46298	46298	38704
	ZE 133	1691	1691	1691
	ZE134	501	501	501
	ZE 135	9755	9755	7399
	ZE 136	175	175	175
	ZE 137	65	65	65
	ZE 84pp	2237	1805	1805
	ZE 461pp	3479	2272	2237
	ZA 489	13703	13703	11200
	ZA 354	1744	1744	1450
	ZE 85	20047	940	0
TOTAL		678847	659343	610367

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification de l'arrêté du 24 juillet 2008 remise en état incluse.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de portage dont il est titulaire conformément à l'**ANNEXE I**

La carrière et ses installations doivent être implantées, exploitées et remises en état conformément aux plans et données contenus dans les dossiers de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

TITRE II – RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 3 : Réglementation

3.1 : Réglementation générale

Sont applicables à cette exploitation. :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux installations de traitement des matériaux ;
- l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.
- l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux stockages de matières bitumeuses ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion ;
- l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux centrales d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud.

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

Article 4 : Surveillance de l'installation.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 5 : Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site.

Article 6 : Dispositions préliminaires

Avant de débiter l'exploitation au titre du présent arrêté, l'exploitant doit :

- réaliser les travaux mentionnés aux articles 5, 6.1 à 6.3 ;
- faire connaître à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme (Guichet Unique des ICPE) et au maire de la commune d'ALBON, la date de mise en service et la réalisation des travaux précités.

6.1 – Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

6.2 – Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et, le cas échéant, des bornes de nivellement. Une borne, au moins, sera rattachée au référentiel NGF.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

6.3 – Accès de la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément aux dossiers de demande.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Article 7 : Registre et plan

Il sera établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Sur ce plan, mis à jour au moins une fois par an, seront reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état et celles remblayées ;
- les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
- Ce plan devra être transmis avant le 31 mars de chaque année à l'inspection de l'environnement.

Un plan de circulation sera établi et affiché à l'entrée du site. Il indiquera notamment l'implantation des installations, les aires de stationnement, le sens et la vitesse de circulation.

TITRE III – EXPLOITATION

Article 8 : ambroisie

L'exploitant prend toute disposition pour limiter et maîtriser le développement d'essences invasives sur le site. Les mesures nécessaires à la lutte contre l'implantation et le développement de l'ambroisie sont celles de l'arrêté préfectoral n°26-2019-07-05-003 du 05 juillet 2019.

Article 9 : Défrichage, défrichage, déboisement, décapage des terrains

Le déboisement, le défrichage éventuels, sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

Article 10 : Patrimoine archéologique

Toute découverte fortuite de vestiges archéologiques sera signalée immédiatement à la mairie d'ALBON, au service régional de l'archéologie et à l'inspecteur de l'environnement.

Les vestiges mis à jour seront soigneusement conservés en attendant d'être remis au service régional de l'archéologie.

Article 11 : conduite de l'exploitation

Les installations de la carrière fonctionnent du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h.

Exceptionnellement, la carrière pourra fonctionner de 18 h à 07 h (hors dimanche et jours fériés dans la limite de 60 j/an). Les centrales d'enrobage pourront fonctionner ponctuellement de nuit. L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- décapage de la terre de découverte ;
- extraction des matériaux à sec ;
- extraction des matériaux en eau ;
- acheminement des matériaux jusqu'aux installations de traitement ;
- remise en état du site.

La hauteur de la découverte est de 1 m environ.

La hauteur maximale de banc exploitable est de 33 m, dont 10 m en eau.

La côte (NGF) limite en de profondeur est de 122 m NGF

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinant ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.

Les installations d'enrobage seront implantées à plus de 50 m des tiers et à plus de 100 m des premières habitations.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté en **annexes II**

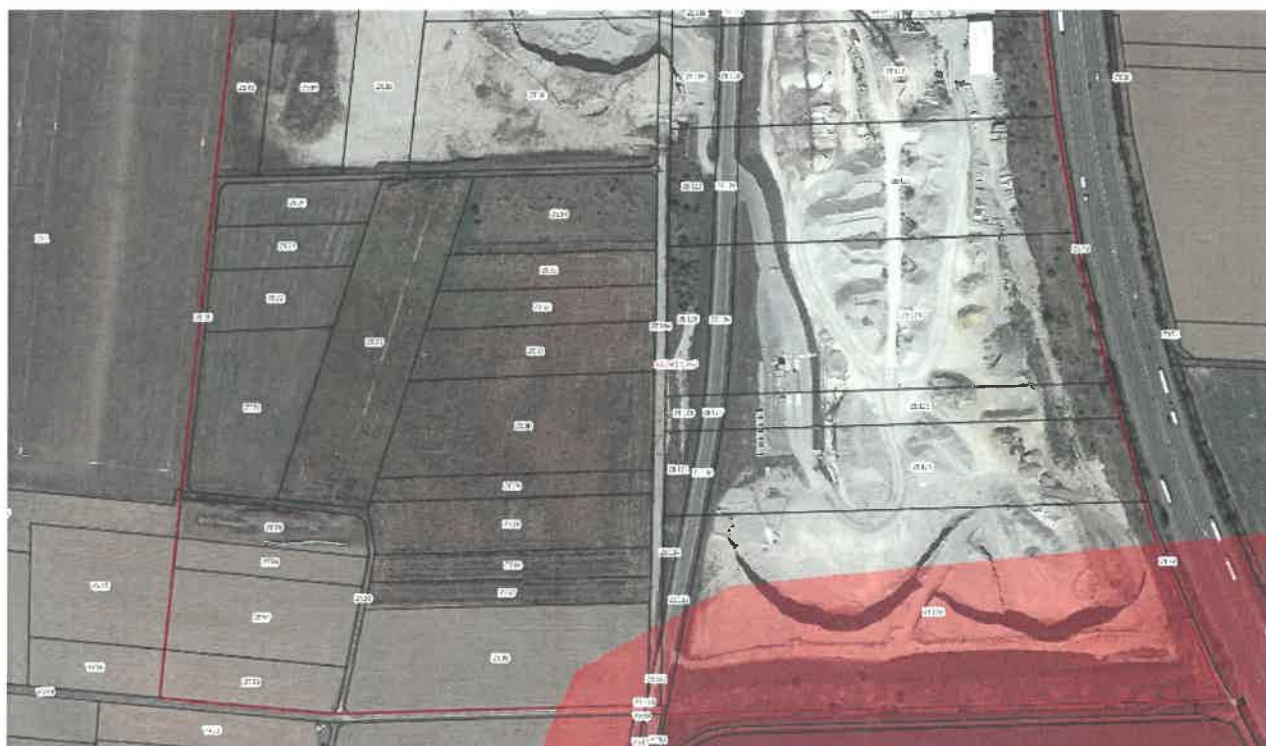
TITRE V – CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

Article 12 : Modalités de cessation d'activité et de remise en état

Article 12.1 – Remblaiement

Les stériles et les matériaux de découverte du site sont utilisés pour la remise en état.

La limite Sud de la carrière est dans le périmètre de protection du captage d'eau potable « Les Prés nouveaux », sur distance de 50 m (Zone rouge ci-dessous). Le remblaiement jusqu'à la côte 140 m NGF (valeur moyenne) sera donc réalisé exclusivement à l'aide de matériaux naturels dans ce périmètre.



Au nord de cette zone, la carrière sera remblayée uniquement avec des matériaux naturels de terrassement non argileux pour la hauteur située en dessous du niveau des plus hautes eaux connu, soit 134 m NGF, puis avec des matériaux inertes non dangereux jusqu'à la cote de 140 m NGF. Les parcelles ZA 354 et ZA 489 pourront être remblayées jusqu'à la cote de 151 m NGF de façon à créer

une continuité topographique avec la plateforme DELMONICO DOREL CARRIERES située au Nord de l'autorisation

Les matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), devront être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Un registre d'admission ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Il est notamment interdit de recevoir sur le site les déchets dangereux conformément à la décision 2000/532/CE du 03 mai 2000.

L'exploitant tiendra à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles ou les alvéoles où sont entreposés les différents matériaux.

Article 12.2 – remise en état

La remise en état finale prévoit un réaménagement paysager avec 1 plan d'eau s'inscrivant dans le cadre du projet global de la commune d'aménagement d'un parc public de sports nautiques et de loisirs.

La remise en état sera conduite conformément aux principes suivants :

- le plan d'eau disposera d'une zone de mise à l'eau en pente douce à son extrémité Nord ;
- la route du chemin du camp sera déplacée d'une vingtaine de mètres vers l'est et sera abaissée d'une douzaine de mètres jusqu'à la côte 140 m NGF ;
- les talus entourant le plan d'eau respecteront globalement une pente de 50 %, parcourus par des chemins permettant l'accès aux points bas. Ils seront plantés d'arbres et d'arbustes ;
- la partie Est, une fois remblayée, sera recouverte de terre végétale sur une épaisseur de 30 cm . La végétalisation se fera avec des espèces herbacées locales.

Le plan de l'état final du site figure en **ANNEXE III** du présent arrêté.

Article 12.3 – Cessation d'activité définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme la cessation d'activité. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
 - les interdictions ou délimitations d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- et est accompagnée des pièces suivantes :
- un plan topographique à jour des terrains d'emprise de l'exploitation accompagné de photographies ;
 - un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et doit comprendre notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées le cas échéant des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Cette cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, est constatée par l'inspection de l'environnement qui établit un procès verbal de récolement.

TITRE VI – PRÉVENTION DES POLLUTIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté.

Les installations sont entretenues en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Article 13 : Pollution des eaux

13.1 – Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L 211-1 du Livre II du titre I du Code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Au niveau de la centrale d'enrobage, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées dans la cuvette de rétention du parc à liants en transitant par un séparateur d'hydrocarbures. Elles rejoindront ensuite le réseau déjà présent sur la carrière.

13.2 – Stockage et entretien

Pour la station d'enrobage

La cuvette de rétention aura un volume minimal de 280 m³ qui sera suffisant pour contenir 100 % de la plus grande cuve ou 50 % du volume total stocké.

La cuvette de rétention est constituée d'une dalle en enrobés avec un muret en matériaux maçonnés de type parpaing ou de tout autre dispositif similaire. Elle est équipée d'une vanne et d'un séparateur en sortie permettant d'évacuer l'eau de pluie et de la rejeter après épuration.

Pour le reste du périmètre

Seul l'entretien quotidien (vérification des niveaux et des lubrifiants) et le ravitaillement de véhicules sont autorisés sur l'aire étanche entourée par un caniveau et reliées à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

13.3 — Prélèvement d'eau

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation de la carrière et des installations ou pour la remise en état est interdit.

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, etc.)

Les prélèvements dans le milieu naturel sont autorisés pour les nécessités de l'exploitation (lavage des matériaux, arrosage...) pour un débit maximal de 100m³/heure et une durée de prélèvement limitée à 8 heures par jour.

Les limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les prélèvements seront réalisés dans un puits implanté sur le site, conformément à l'**ANNEXE IV**, muni d'un dispositif totaliseur agréé ; le relevé sera effectué hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre.

Le puits sera équipé d'une margelle d'au moins 0,5 m de hauteur empêchant tout déversement d'eaux de ruissellement dans la nappe. Il sera fermé et couvert

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection de l'environnement, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau

13.4 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisés sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur. Celles de la station d'enrobage seront collectées dans une fosse toutes eaux régulièrement pompée.

13.5 – Contrôles

Une analyse de la qualité des eaux souterraines sera effectuée semestriellement en amont et en aval du site, par un organisme indépendant et agréé.

Elle portera notamment sur les paramètres suivants :

- température ;
- pH ;
- conductivité ;
- hydrocarbures totaux ;
- matières en suspension.

Un contrôle des niveaux piézométriques sera effectué tous les mois dans les quatre piézomètres implantés sur le site et dans les puits, localisés sur le plan en annexe IV.

Article 14 : Pollution de l'air

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que la carrière ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Toutes activités menées dans le cadre de l'exploitation susceptibles d'émettre des poussières devront être accompagnées si nécessaire de mesures réduisant efficacement l'émission des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission de poussières résultant du fonctionnement des installations connexes sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température – 273 kelvin et de pression 101,3 kPa après déduction de la vapeur d'eau gaz sec)

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussière des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm^3 . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Les teneurs en poussières seront contrôlées annuellement selon les méthodes normalisées et par un organisme agréé. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Concernant la station d'enrobage les produits pulvérulents tels que le filer seront stockés en silo muni d'un évent et d'un dispositif de captage de poussières.

L'installation sera équipée d'un filtre à manches et d'une cheminée d'évacuation des gaz à combustion d'une hauteur minimale de 17 m. Les trémies pré-doseurs disposeront de rehausses limitant la hauteur de chute des matériaux et les convoyeurs seront capotés.

Le contrôle de rejets atmosphériques seront effectués sur chaque installation en fonctionnement par un organisme extérieur. Les valeurs limites de rejet seront conformes aux valeurs imposées par l'arrêté ministériel du 09 avril 2019. Le rapport d'analyse sera transmis à l'inspection de l'environnement.

Article 15 : Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les installations d'enrobage disposeront d'une réserve d'eau de 120 m³ mise en place à proximité de la centrale au moment de son implantation.

La réserve incendie sera capable de fournir un débit de 60 m³ /h sous une pression de 1 bar durant 2 h.

La distance entre le point d'eau incendie et l'installation d'enrobage sera inférieure à 100 m.

Des extincteurs appropriés au type de feu seront répartis sur et autour de la centrale. Ils feront l'objet d'une vérification annuelle.

D'autres prises d'eau sont disponibles dans le périmètre de la carrière : le puits de pompage, le plan d'eau à l'Ouest de la route.

Article 16 : Déchets

16.1 – Déchets produits

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet. Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque le réemploi est possible.

16.2 – Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

Article 17 : Bruits et vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

17.1 – Bruits

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit des installations)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Une campagne de mesures de bruit sera réalisée lors de chaque changement des conditions d'exploitation (méthode d'extraction, nouvelles installations...) puis tous les 3 ans. En fonction des résultats, la périodicité des mesures pourra être portée à 5 ans.

Les points de mesures sont définis dans l'**ANNEXE V**

17.2 – Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 18 : vérification électrique

A chaque mise en place d'un poste mobile, une vérification électrique est réalisée par un organisme extérieur après le montage de l'installation. Il vérifiera la mise à la terre de chaque élément métallique.

Son rapport sera tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

TITRE VII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 19 : Garanties financières

Article 19.1 : périodicité – montant

Avant d'entreprendre les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir à la DREAL – Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 modifié.

L'acte de cautionnement porte sur une durée minimale de 2 ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas quinquennaux de remise en état sont en **ANNEXES VI** du présent arrêté.

Le document établissant le renouvellement des garanties financières pour le montant correspondant à la tranche suivante devra être transmis à la DREAL au plus tard 6 mois avant la fin de l'échéance précédente. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

Le montant des garanties financières permettant la remise en état :

- pour la période de 2018 – 2023 est de 639 235 €
- pour la période de 2023 – 2028 est de 629 301 €
- pour la période de 2028 – 2033 est de 492 790 €
- pour la période de 2033-2038 est de 489 211 €

Indice TP01 utilisé : 109,5 (février 2021)

TVA : 0,20

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 19.2 : actualisation

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. La formule d'actualisation est la suivante :

$$Cn = CR (Indexn / IndexR) \times (1 + TVAn) / 1 + TVAR$$

CR : le montant de référence des garanties financières.

Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

IndexR : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ou indice TP01 juillet 2019 (111,8).

TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVAR : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières (0,20).

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état ainsi qu'une modification des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article 19.3 : cessation d'activité

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés.

Article 19.4 : appel

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 19.5 : sanctions

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L. 171-8 de ce Code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunération de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L. 173-1 du Code de l'environnement.

Article 20 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 21 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur du travail en charge de votre établissement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur de l'environnement n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le Code du travail.

Article 22 : Contrôles et analyses

L'inspecteur de l'environnement pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté : les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement. Ces prélèvements, contrôles, analyses et expertises doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Sauf impossibilité technique dûment justifiée ou mention contraire précisée dans le présent arrêté, les analyses sont pratiquées selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE ou par tout texte ultérieur s'y substituant.

Article 23 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés durant toute la durée de l'exploitation à la disposition de l'inspecteur de l'environnement qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 24 : sanctions

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement ou celles prévues par le Code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

Article 25 : Délai de caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Article 26 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE par courrier (2, place de Verdun BP 1135 GRENOBLE Cedex 1) ou par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible via le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux deux alinéas précédents.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal de Grenoble

Article 27 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la mairie d'ALBON pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme.

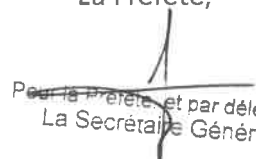
Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme pendant une durée de quatre mois.

Article 28 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le maire de d'ALBON, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à monsieur le directeur de la société DELMONICO DOREL CARRIERES ;

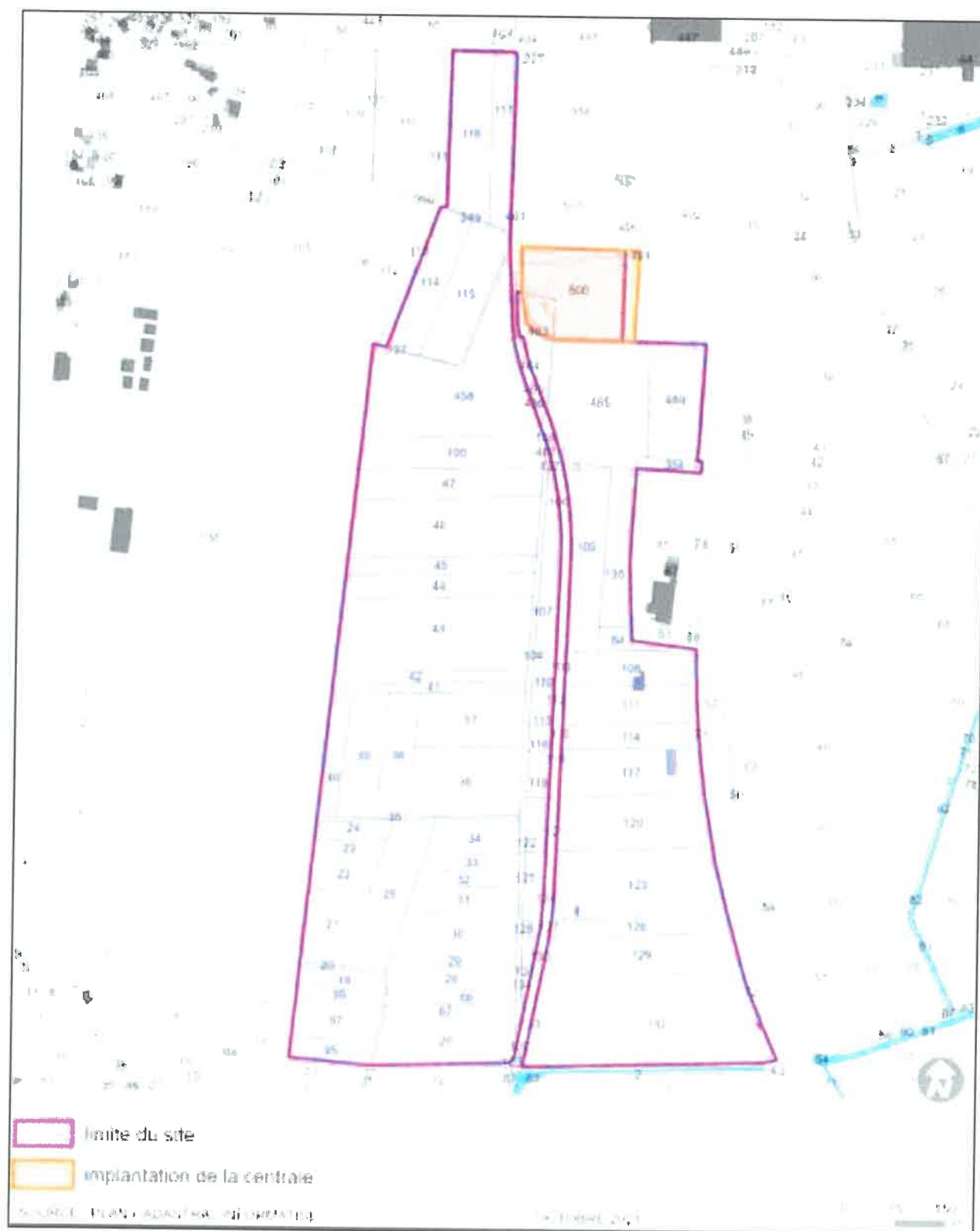
Valence, le **21 MARS 2022**

La Préfète,

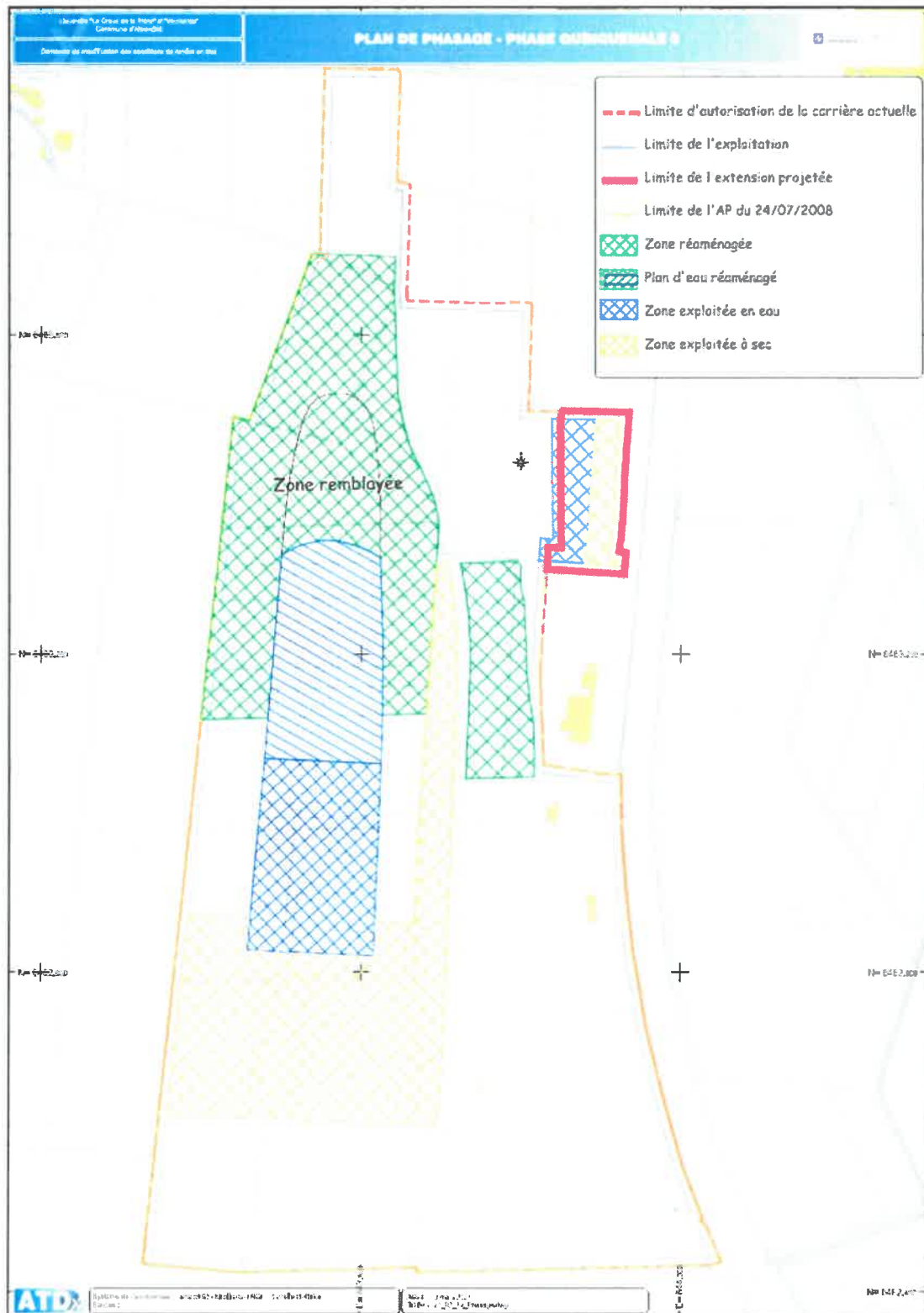

Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H

Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE I de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN PARCELLAIRE



Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE II-1 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DE PHASAGE (période 2018-2023)



Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE II-2 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DE PHASAGE (période 2023-2028)



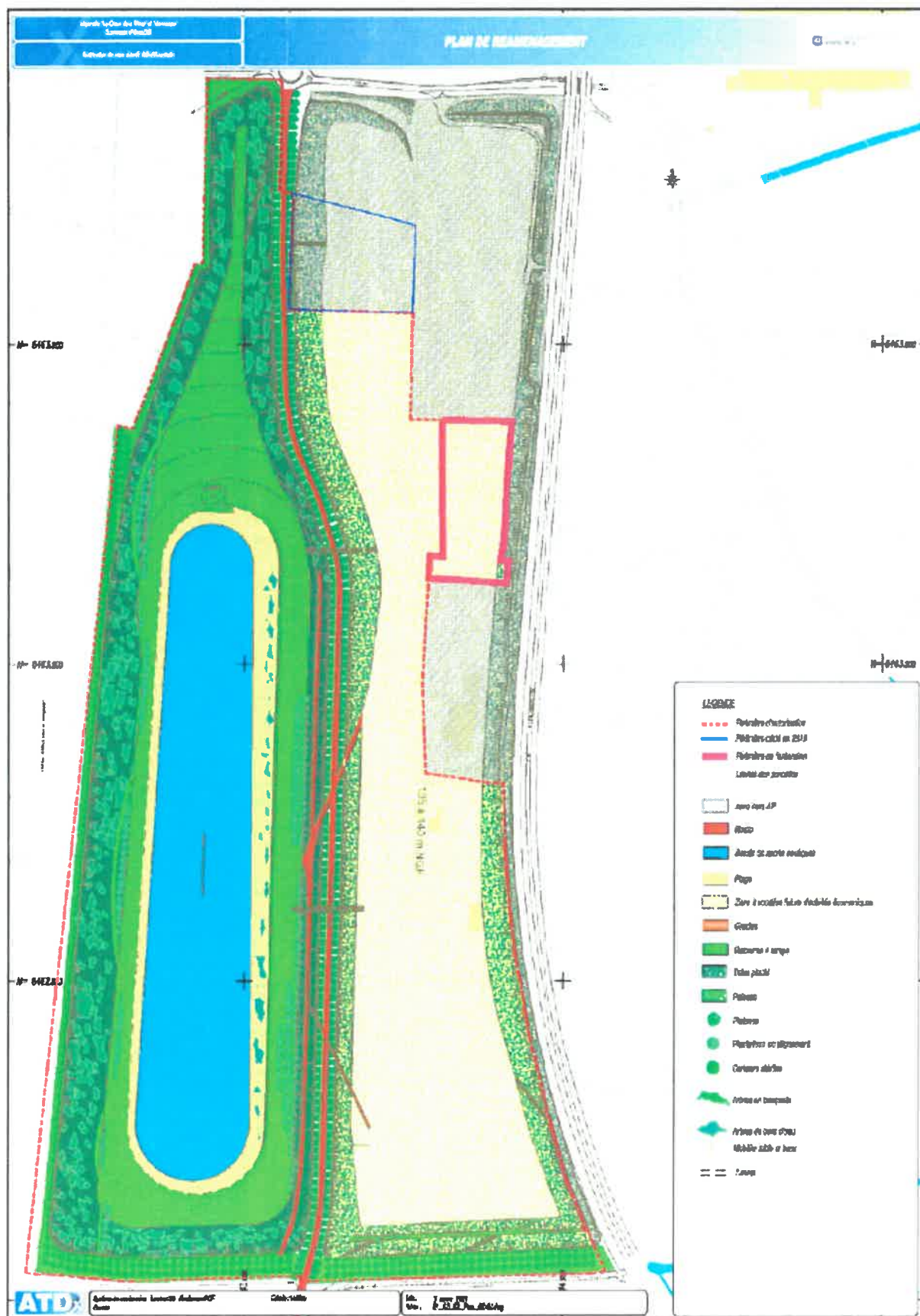
Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE II-3 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DE PHASAGE (période 2028-2033)



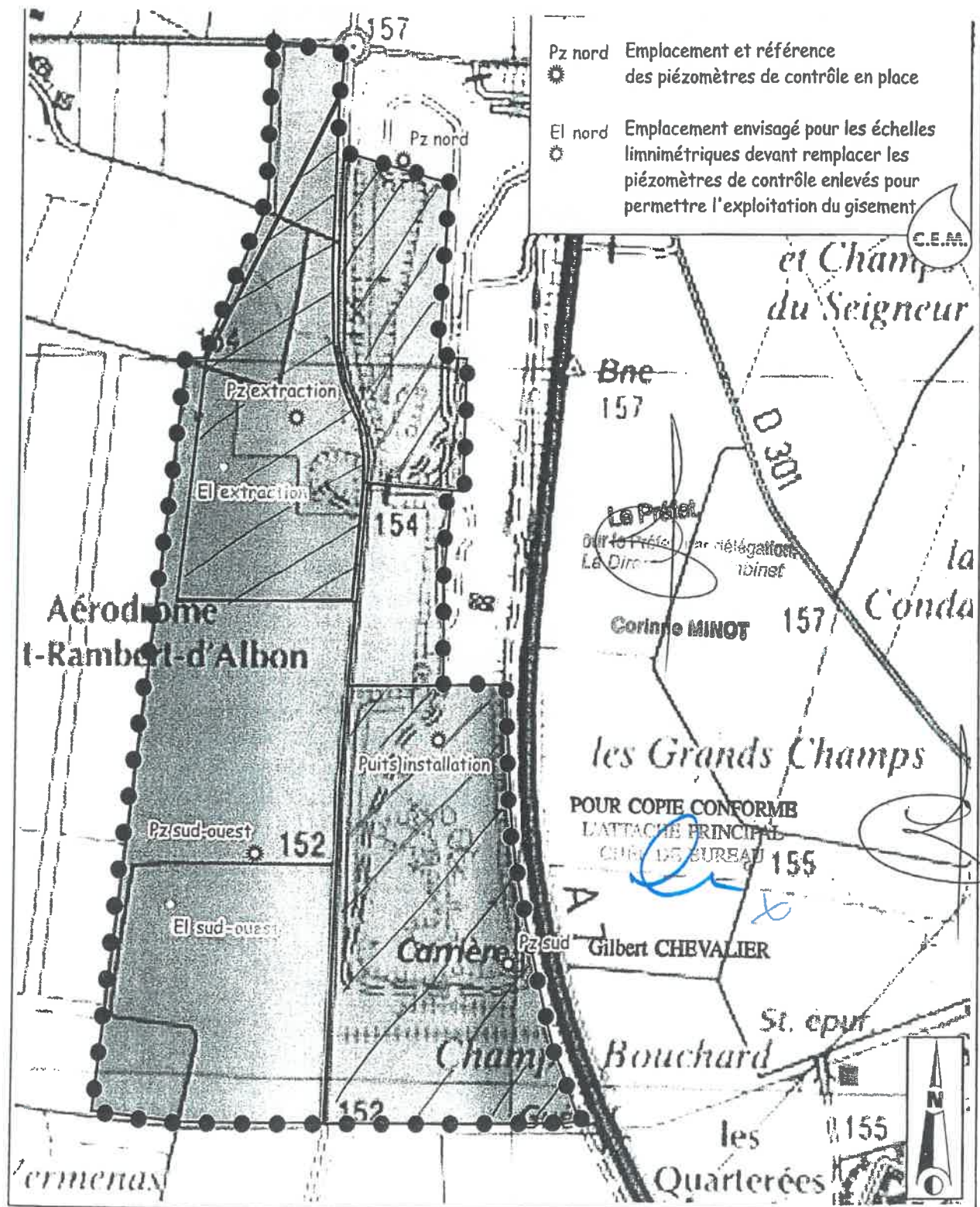
Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE II-4 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DE PHASAGE (période 2033-2038)



PLAN DE REMISE EN ETAT



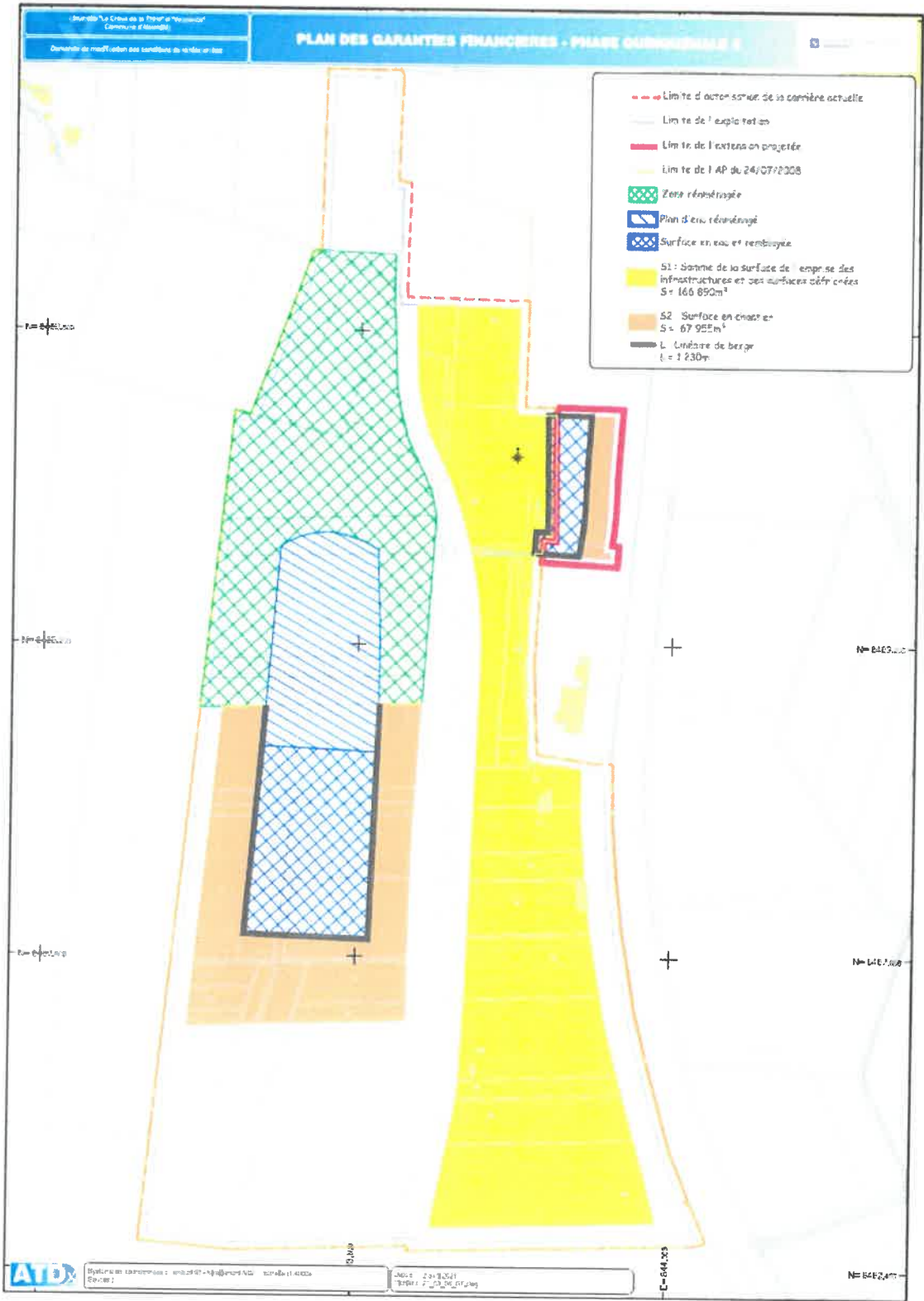
Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE IV- de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN D'IMPLANTATION DES PIEZOMETRES



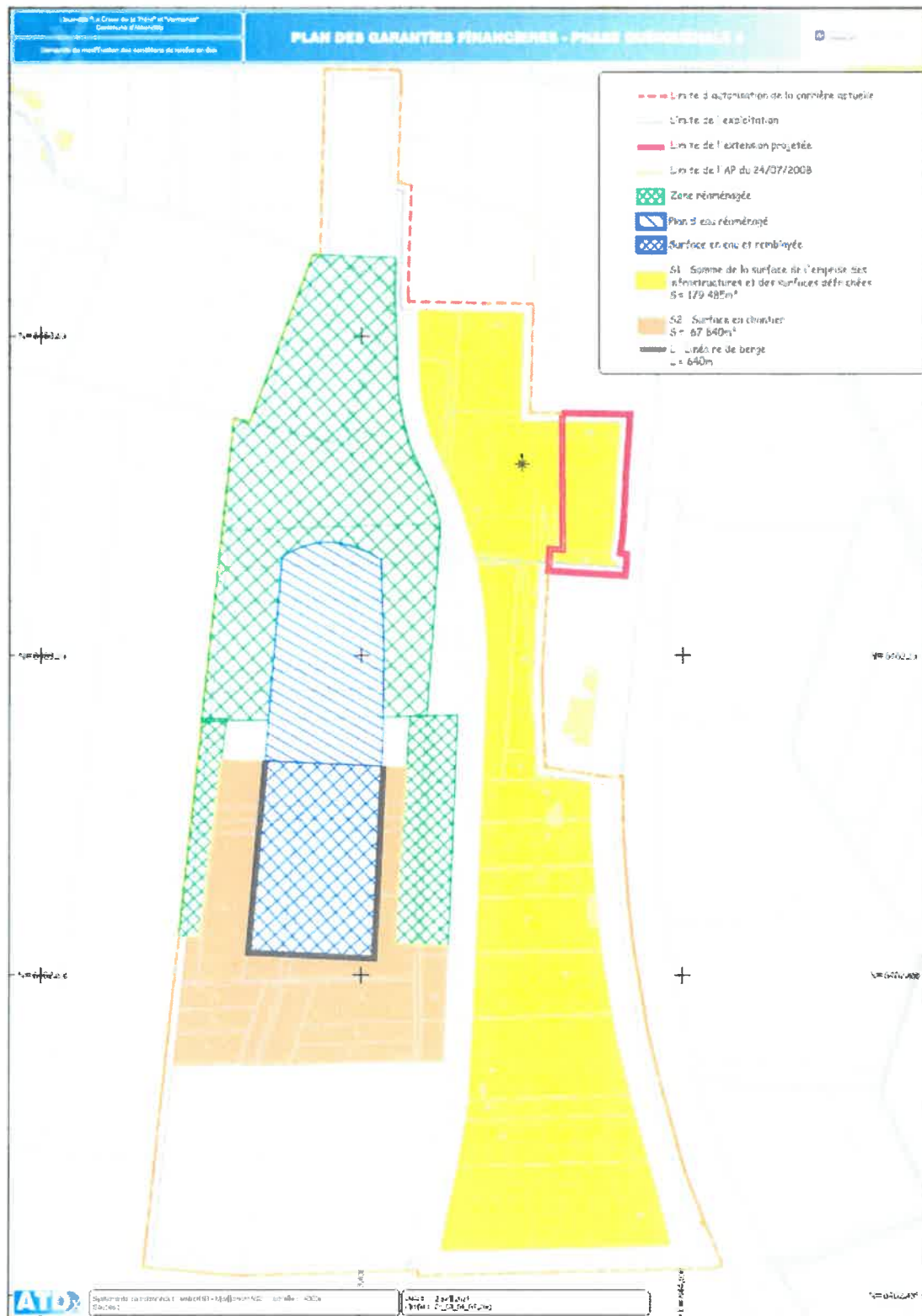
Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE V- de l'arrêté du 21 MARS 2022
POINTS DE MESURE DE BRUIT



Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE VI-1 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DES GARANTIES FINANCIÈRES (période 2018-2023)



Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE VI-2 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DES GARANTIES FINANCIÈRES (période 2023-2028)



Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE VI-3 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DES GARANTIES FINANCIÈRES (période 2028-2033)



Société DELMONICO DOREL CARRIERES – ALBON
ANNEXE VI-4 de l'arrêté du 21 MARS 2022
PLAN DES GARANTIES FINANCIÈRES (période 2033-2038)

